25 ans de conflit AFP, publié le vendredi 13 janvier 2017 à 13h40

**Diplomatie: la conférence de paix sur le conflit israélo-palestinien prévue dimanche à Paris s'ajoute à une série d'initiatives internationales**

La conférence de paix sur le conflit israélo-palestinien prévue dimanche à Paris s'ajoute à une série d'initiatives internationales depuis les accords d'Oslo en 1993 pour tenter de régler ce conflit.

**- Accords d'Oslo -**

Le 13 septembre 1993, après six mois de négociations secrètes à Oslo, Israël et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) se reconnaissent mutuellement et signent à Washington en présence du président Bill Clinton une "Déclaration de principes" sur une autonomie palestinienne transitoire de cinq ans.

Celle-ci débute le 4 mai 1994 avec un accord au Caire prévoyant qu'Israël évacue 70% de la bande de Gaza et Jéricho (Cisjordanie). En juillet, le chef de l'OLP Yasser Arafat retourne dans les territoires palestiniens, après 27 ans d'exil. Il y établit l'Autorité palestinienne.

Le 28 septembre 1995, un nouvel accord intérimaire (Oslo II) est signé à Washington sur l'extension de l'autonomie en Cisjordanie, portant sur des retraits israéliens.

Le 4 novembre, le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin est assassiné par un extrémiste juif opposé au processus de paix.

**- Accords de Wye Plantation -**

Le 23 octobre 1998, Yasser Arafat et le Premier ministre israélien de droite Benjamin Netanyahu aboutissent, dans le Maryland aux États-Unis, à un accord intérimaire sur les modalités d'un retrait israélien de 13% de la Cisjordanie. Mais Israël le gèle deux mois plus tard après un retrait de 2%.

Le 5 septembre 1999, le nouveau Premier ministre travailliste Ehud Barak et Yasser Arafat signent à Charm El-Cheikh (Egypte) une version renégociée, prévoyant un accord final pour septembre 2000.

**- Sommet de Camp David - Plan Clinton -**

Du 11 au 25 juillet 2000, au sommet de Camp David (États-Unis), les deux camps achoppent sur le problème de Jérusalem et des réfugiés de 1948.

Fin septembre, la visite controversée d'Ariel Sharon sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem-est déclenche la seconde Intifada.

En décembre 2000, le plan du président Clinton prône la création d'un État palestinien sur la totalité de la bande de Gaza et 95% de la Cisjordanie. En échange, les Palestiniens doivent renoncer au "droit au retour" des réfugiés en Israël.

**- Initiative saoudienne -**

Le 28 mars 2002, un sommet arabe à Beyrouth adopte un plan saoudien préconisant un retrait israélien de tous les territoires occupés depuis 1967, dont le plateau du Golan, en échange d'une normalisation entre pays arabes et Israël.

Mais le Premier ministre Ariel Sharon lance une grande offensive en Cisjordanie, après des attentats suicide palestiniens.

**- "Feuille de route" -**

Le 30 avril 2003, le Quartette sur le Proche-Orient (États-Unis, Russie, Union européenne, ONU) présente une "Feuille de route" qui prévoit un État palestinien d'ici 2005 en échange de la fin des violences de l'Intifada et un gel de la colonisation juive.

Le 4 juin, à Aqaba (Jordanie), Israël et l'Autorité palestinienne s'engagent à l'appliquer devant le président américain George W. Bush.

**- Processus d'Annapolis -**

En novembre 2007, près de Washington, Israël et l'Autorité palestinienne, qui ne contrôle plus que la Cisjordanie après avoir été chassée de Gaza par le Hamas, tentent de parvenir à un accord d'ici fin 2008.

Mais les négociations sont plombées par la poursuite de la colonisation juive, et l'Autorité palestinienne se retire des négociations avec l'offensive israélienne sur Gaza fin 2008.

**- Implication vaine de Kerry -**

Le 29 juillet 2013, le secrétaire d'État américain John Kerry annonce la reprise pour neuf mois des négociations directes interrompues depuis trois ans.

Mais Israël les suspend à une semaine du terme après une annonce de réconciliation Fatah-Hamas. Le processus de paix est depuis au point mort.

**- Résolution contre la colonisation -**

Le 23 décembre 2016, une résolution condamne pour la première fois depuis 1979 la colonisation israélienne. Son adoption en a été rendue possible par la décision de Barack Obama de ne pas opposer le veto américain au texte, mais de s'abstenir.

Le 28 décembre, John Kerry défend la solution à deux États pour la paix entre Israéliens et Palestiniens.